

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité - 25 janvier 2015

1. Lutte contre le terrorisme : des annonces satisfaisantes sur le plan de la sécurité ; mais qui n'épuisent pas le sujet

a) Un plan antiterrorisme bien accueilli, mais encore mal connu.

⇒ Les annonces sur la lutte contre le terrorisme ont été relativement bien entendues (67% en ont entendu parler), même si peu parviennent à dire précisément de quoi il s'agit (17%).

Bien que mal connu, ce plan est jugé efficace (62%) pour lutter contre le terrorisme (dont 69% à gauche - 57% de la gauche radicale, 75% de la majorité - ; 57% à l'UMP et 42% au FN).

⇒ Par conséquent, la confiance des Français vis-à-vis du gouvernement pour « *assurer [leur] protection en cas d'actions ou de menaces terroristes* » et « *lutter contre les réseaux islamistes* » reste stable par rapport à la semaine dernière (71% et 62%).

En revanche, ils sont toujours sceptiques sur notre capacité à « *éviter la radicalisation de certains jeunes musulmans* » (45%) : ce point reste une faiblesse perçue de notre dispositif, mais renvoie dans doute à la compréhension par les Français de la complexité du sujet.

⇒ Les mesures qui apparaissent les plus efficaces dans l'immédiat sont le contrôle d'internet et des moyens renforcés pour les services de renseignement :

- « *un contrôle plus étroit d'internet et des réseaux sociaux* » : 29% citent cette mesure en premier, 56% au total (en particulier à gauche - 63% -, moins à droite - 50%) ;
- « *le renforcement des moyens des services de renseignement* » : 29% en premier, 48% au total ;
- et dans une moindre mesure, « *la création de quartiers d'isolement dans les prisons pour isoler les djihadistes qui répandent leurs idées parmi les autres détenus* » (18% et 42% au total).

Nous pourrions mettre l'accent en termes de communication sur ces attentes.

⇒ A l'inverse, deux mesures soulèvent davantage de scepticisme :

- « *un durcissement des sanctions pénales contre les djihadistes* » (14% en premier 27% au total). Elle est un peu mieux appréciée à droite (34% au total), mais même parmi les électeurs de M. Le Pen ou N. Sarkozy arrive derrière les trois mesures précitées.
- « *le renforcement des moyens des forces de l'ordre* » : 9 et 24% au total (27% à droite).

⇒ 72% des Français se disent favorables à une peine d'indignité nationale pour les terroristes donnant un statut de citoyen dégradé - dont 60% à gauche (68% au PS), 86% à droite et 93% au FN.

b) Au-delà des mesures sécuritaires, les attentes les plus fortes pour combattre le terrorisme portent sur l'école, l'emploi des jeunes et la laïcité.

⇒ Pour lutter contre le terrorisme à plus long terme, les Français jugent que le gouvernement doit avant tout se mobiliser :

- d'abord, sur « *l'éducation à l'école* » (24% de citations en premier, 45% au total) ;
- puis sur « *l'emploi des jeunes* » (12% et 26% au total) ;
- ensuite sur « *l'application de la laïcité* » (14 et 25%).

⇒ Les mesures sécuritaires n'arrivent qu'après :

- « *la sécurité* » et « *les renseignements* » (11 et 23%) ;
- « *la politique de l'immigration* » (13 et 21%) ;

Puis en fin de liste, sont cités « *la lutte contre le racisme et les discriminations* » (8 et 19%) ; « *les politiques de la ville en faveur des banlieues* » (6 et 14%) et « *la politique d'intégration* » (7 et 14%) – mais ces sujets sont aussi sans doute contenus dans les réponses sur l'éducation ou l'emploi des jeunes – ; « *l'organisation de l'Islam en France* » (5 et 13%) – idem, certainement déjà intégré dans les réponses concernant l'application de la laïcité.

⇒ A droite comme à gauche, l'éducation et l'école restent la première priorité ; l'emploi des jeunes et la laïcité arrivent également toujours à des niveaux élevés.

A noter que la droite place le sujet de l'immigration (et dans une moins mesure de la sécurité) bien plus haut que la moyenne, parfois dans le trio de tête avec la laïcité.

La gauche accorde pour sa part un peu plus d'importance à la lutte contre les discriminations et à la politique de la ville (qui passent légèrement devant les sujets sécurité et immigration).

⇒ Dans un autre registre (testé séparément), l'attrait d'un service national comme outil du creuset républicain persiste.

79% des Français se déclarent favorables au service civique obligatoire (après qu'ait été rappelées les modalités du service civique aujourd'hui), soit 7 points de plus qu'en novembre dernier (75% à gauche - 83% au PS - et 84% à droite). Un sondage Ifop / Sud-Ouest donne des résultats équivalents : 80% des Français se disent favorable à « *la création d'un nouveau service national, d'une durée de quelques mois, obligatoire pour tous les jeunes garçons et filles* ».

62% des Français jugent ainsi que ce serait « *un bon moyen de compléter les mesures de lutte contre le terrorisme mises en place à l'heure actuelle* » (61% à gauche, 65% à droite, 63% au FN).

2. Des annonces bien accueillies sur l'école.

⇒ Les mesures annoncées par la ministre de l'Education cette semaine ont été plus entendues encore que les mesures antiterroristes : 70% en ont entendu parler, et 26% disent savoir précisément de quoi il s'agit.

Pour 86% des Français, ces mesures vont « *dans le bon sens pour transmettre les valeurs de la République à l'école* » : il semblerait que les Français y voient la fermeté et l'autorité qu'ils attendaient.

⇒ Les mesures jugées les plus efficaces ne sont pas les plus fortes ou les plus symboliques (laïcité, Marseillaise, ...) mais plutôt celles dont on peut supposer qu'elles s'adressent d'abord aux personnes d'origine étrangère (ce qui en dit long sur les amalgames à l'œuvre dans les esprits), ainsi que celles renforçant la fermeté et l'autorité :

- 83% estiment ainsi que « *renforcer les moyens pour les cours de langue française et de compréhension des valeurs de la société française destinés aux parents étrangers* » serait efficace ;
- 82% jugent efficace le fait de « *mettre en place un parcours citoyen du primaire à la terminale, comprenant un enseignement moral et civique et l'éducation aux médias et à l'information* » ;
- 76% de « *signaler systématiquement les comportements des élèves contraires aux valeurs de la République, afin de déclencher un dialogue éducatif avec les parents voire une sanction disciplinaire* » ;
- 74% de « *former les enseignants à la laïcité pour qu'ils puissent intervenir dans leur académie sur ce thème* » (83% à gauche, 69% à droite) ;
- 71% « *d'instaurer une politique active de mixité dans les collèges* » (80% à gauche, 63% à droite)
- 60% « *valoriser les symboles de la République comme l'hymne national ou le drapeau à l'école* » ;
- 50% enfin « *instaurer une journée de la laïcité à l'école* » (mesure sans doute pas suffisamment coercitive à leurs yeux pour compter vraiment).

⇒ Si une grande majorité des Français jugent l'école en échec sur la transmission des valeurs de la République (68% la semaine dernière), ils pensent toutefois qu'elle « *a les moyens de transmettre ces valeurs en plus de la transmission des connaissances* » (58%).

La critique selon laquelle « surcharger » l'école pourrait l'empêcher d'accomplir correctement ses fonctions premières (apprentissage des savoirs fondamentaux) résonne néanmoins significativement dans l'opinion (42%) et devrait être surveillée.

1. Politique de la ville : un sujet aux représentations plus ambiguës.

a) Des responsabilités multiples

⇒ Interrogés sur les causes de la situation dégradée dans les banlieues, les Français ne font pas porter d'abord la responsabilité à l'Etat - à l'exception sans doute de sa responsabilité en matière d'emploi et de lutte contre les trafics :

- les deux premières causes de la situation des banlieues sont ainsi « *le contrôle insuffisant des parents sur leurs enfants* » (28% en premier, 49% au total) - les parents restent pour les Français les principaux responsables de l'échec de la transmission des valeurs, en particulier à droite - et « *le chômage et la précarité* » (29% en premier, 46% au total) ;
- vient, nettement en dessous, « *l'importance des bandes et des trafics* » (11%, 26% au total) ;
- puis est citée « *la montée du repli communautaire et de l'intégrisme musulman* » (8% et 19%) ;
- Enfin « *l'absence de police dans certains quartiers* », « *les discriminations à l'égard des jeunes de banlieue* » (importantes pour les sympathisants de gauche seulement), « *l'insuffisance de moyens pour la prévention de la délinquance* », ou encore « *l'immigration* » apparaissent comme des facteurs plus marginaux pour expliquer la situation (sauf à droite, où l'immigration est un facteur important mais secondaire) - cités moins de 7% en premier, entre 15 et 17% au total.

⇒ Les Français attendent donc vraisemblablement moins une action accrue et ciblée sur les banlieues qu'une action globale mettant l'accent sur l'école et la transmission de valeurs communes, l'emploi notamment des jeunes, et l'ordre (en particulier la responsabilité des parents).

b) Un « apartheid » ?

⇒ Plusieurs sondages ont testé ce week-end l'emploi du mot « apartheid » :

- Il ne paraît pas correspondre à la réalité : seuls 25% des Français estiment ainsi que « *pour décrire la situation des banlieues en France* », cette expression est « *adaptée* » ; contre 55% qui la jugent inadaptée (dont 50% à gauche, 59% à droite, et 51% au FN).
- Pour autant, 67% des Français disent ne pas être « *choqués* » - mot fort - par ces propos (Odoxa).

Le PM a-t-il dès lors eu raison de les employer ? Les perceptions sont fragiles :

- Testé vendredi par Odoxa, sans préciser d'arguments pour ou contre (« *le Premier ministre a-t-il eu raison ou tort de dire cela ?* »), une courte majorité de Français (54%) lui donnaient raison.
- Mais interrogés par le SIG en mettant en balance deux arguments (et sans forcer la réponse), seuls 34% des Français jugent « *qu'il a eu raison d'employer des mots forts car cela permet de sensibiliser les gens à la situation dans les banlieues* » (dont 38% à gauche), contre 42% qui jugent à l'inverse « *qu'il a eu tort de comparer ce qui se passe dans les banlieues avec l'ancienne politique de l'Afrique du Sud, c'est exagéré* » (24% disent ne pas avoir assez d'éléments).

⇒ Ces résultats peuvent indiquer plusieurs choses :

- d'abord, que les arguments peuvent porter : en particulier refuser de comparer la France à une situation historique qui n'est pas la nôtre semble plus convainquant que justifier l'utilisation de ces mots pour appeler l'attention sur les banlieues.
- ensuite, au regard des responsabilités perçues sur la situation dans les banlieues, ces mots ont sans doute touché à une ambiguïté de l'opinion. Les Français se disent toujours en principe favorables à la mixité sociale, mais ne veulent pas la vivre pour eux-mêmes tant qu'ils n'ont pas suffisamment confiance en la solidité du cadre républicain (école, laïcité, capacité à trouver sa place par l'emploi, ...) pour la transcender. Dès lors le constat posé dans ces termes, outre qu'il est culpabilisant (« *c'est encore notre faute* » voyait-on sur les forums ce week-end), réveille le rejet - souvent gêné - des politiques spécifiques. Les Français sont en outre dans une telle urgence que tout ce qui tend à consacrer plus de moyens ailleurs est vu comme provoquant encore plus de privations pour eux (ils étaient ainsi très moyennement enthousiastes lors de la création des nouvelles zones d'éducatives prioritaires).

2. Liberté d'expression : des limites ; et des franges de la population qui décrochent.

⇒ Les ambivalences sur la liberté d'expression notées la semaine dernière persistent : la valeur en soi provoque un attachement très fort, mais elle est loin d'être absolue pour les Français.

Ainsi, 43% disent aujourd'hui « *comprendre les critiques adressées à Charlie Hebdo* » (à mettre en relation avec l'unanime soutien médiatique depuis 15 jours), sans différences sociologiques ou partisans notables.

De même, 64% des Français pensent que « *limiter la liberté d'expression pour interdire l'incitation à la haine ou à la violence, le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie ou la négation de crime contre l'humanité* » est justifié. Seuls 11% estiment que cela limite trop la liberté d'expression ; 23% pensent même que cela ne la limite pas suffisamment.

Ces limites s'appliquent dès lors aussi à Dieudonné : 69% des Français estiment ainsi qu'avec ses déclarations (« *je suis Charlie Coulibaly* »), « *il est allé trop loin et il est donc justifié que des*

poursuites judiciaires soient engagées contre lui » contre 30% qui jugent que ce qu'il a dit « relève avant tout de l'humour et donc de la liberté d'expression » (CSA - soutien inférieur à celui mesuré la semaine dernière par le SIG du fait de la formulation différente).

⇒ A noter cependant qu'une fraction des Français, dont une partie très significative des jeunes, décroche des réflexes de la majorité : 41% des 25-34 ans disent soutenir Dieudonné (56% avec la formulation du SIG la semaine dernière).

Ce décrochage est plus frappant encore concernant les théories du complot : 17% des Français, et surtout ¼ des jeunes, des ouvriers et des sympathisants du FN, croient que les attentats contre Charlie Hebdo et contre l'Hyper Cacher relèvent du complot (sondage CSA). Rattraper ces franges de la société, qui se nourrissent de sources d'informations alternatives et se fabriquent des représentations en rupture avec la société, pourrait devenir urgent.

3. Éléments de conclusion

➤ *La réponse sécuritaire continue à être très bien accueillie, et jugée efficace (à l'exception de la prévention de la radicalisation, point de faiblesse du dispositif). Elle est cependant vue – depuis le début – comme n'épuisant pas le sujet.*

Il est intéressant de noter que le contrôle de l'immigration, priorité d'une partie de la droite, n'apparaît pas comme le domaine d'action prioritaire à long terme en réponse aux événements.

A l'inverse, certains des domaines mis en exergue ces derniers jours (politique de la ville ; lutte contre le racisme et les discriminations) n'apparaissent pas non plus comme prioritaires.

Les Français continuent à attendre, d'abord, du « commun », des règles et des valeurs qui s'adressent à tous ; et des actions pour assurer leur respect, en particulier par les jeunes.

Ces tendances se retrouvent en particulier nettement sur les mesures concernant l'école, la laïcité, ou le plébiscite transpartisan sur un service civique obligatoire. Le sujet à traiter, aux yeux des Français, est majoritairement situé du côté de la jeunesse.

➤ *Les débats sur la politique de la ville sont plus compliqués. Ils reflètent un malaise et renvoient, au-delà des mots, à quelque chose de plus profond : d'une part le rejet de « politiques spécifiques » qui donnent l'impression de donner « toujours plus (d'attention, d'argent) aux mêmes » - et surtout à ceux que l'on identifie comme immigrés ou moins méritants ; d'autre part l'approbation de façade de la mixité, qui cache un rejet de ce qu'elle implique (volonté de choisir son lieu de vie et l'école de ses enfants) par manque de confiance (rester loin de toute forme de problème).*

Dès lors, trop insister sur la politique de la ville comme réponse (ou sur des actions présentées comme ciblées plutôt que générales) risque à la fois d'accréditer l'idée que les quartiers sont la source des problèmes (idée déjà largement répandue), mais aussi que l'attention et les moyens déployés le seront au détriment des autres (dans une période difficile où chacun a le sentiment de payer toujours plus pour recevoir moins, et où l'on soupçonne déjà l'école de ne pas avoir les moyens d'assurer un avenir à ses propres enfants), et au détriment du commun, qui reste l'attente majeure.

Adrien ABECASSIS